



PARC NATUREL RÉGIONAL
BAIE DE SOMME PICARDIE MARITIME

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

PLANTATION DE HAIES - Le long des chemins ruraux du PNR Baie de Somme Picardie maritime



SYNDICAT MIXTE BAIE DE SOMME 3 VALLEES
Garopôle, place de la Gare 80100 ABBEVILLE | 03 22 24 40 74 |
contact@baiedesomme3vallees.fr | www.baiedesomme3vallees.fr

Renseignements complémentaires auprès de :











D'ordre technique : Xavier LETHEVE, au Parc naturel régional Baie de Somme Picardie maritime,

Tél : 06 78 38 87 85 - x.letheve@baiedesomme3vallees.fr

D'ordre administratif : Christophe GERS, au Parc naturel régional Baie de Somme Picardie maritime,

Tél : 07 88 39 84 37 - c.gers@baiedesomme3vallees.fr

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	PLANTATION DE HAIES - Le long des chemins ruraux du PNR Baie de Somme Picardie maritime
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	3 ans
	Reconduction	
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type d'accord-cadre	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.5 - Réunions	5
1.6 - Obligation de discrétion	5
2 - Pièces contractuelles	6
4 - Durée et délais d'exécution	6
4.1 - Durée du contrat	6
4.2 - Délai maximum global d'exécution des prestations	7
4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	7
5 - Prix	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
5.2 - Modalités de variation des prix	7
6 - Garanties Financières	8
7 - Avance	8
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
7.2 - Garanties financières de l'avance	8
8 - Modalités de règlement des comptes	8
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement	8
8.3 - Délai global de paiement	9
8.4 - Paiement des cotraitants	9
8.5 - Paiement des sous-traitants	9
9 - Conditions d'exécution des prestations	9
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	10
9.2 - Implantation des ouvrages	10
9.2.1 - Piquetage général	10
9.3 - Préparation et coordination des travaux	10
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	10
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	11
9.3.3 - Plan d'assurance qualité	11
9.3.4 - Registre de chantier	11
9.4 - Etudes d'exécution	11
9.5 - Installation et organisation du chantier	11
9.5.1 - Installation de chantier	11
9.5.2 - Signalisation de chantier	11
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	12
9.6.1 - Gestion des déchets de chantier	12
9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	12
9.6.3 - Maintien en état des voies, réseaux et bâtiments	12
9.6.4 - Connaissance des lieux et de tous les éléments se référant à l'exécution des travaux, vérification préalable	13
10 - Développement durable	13
11 - Insertion par l'activité économique	13
11.1 Le principe	14
11.2. L'accompagnement de l'insertion	15

11.3. Modalités d'exécution et de contrôle.....	15
11.4. Respect des engagements et pénalités	16
11.5. L'insertion à l'issue du marché.....	16
12 - Réception	16
12.1 - Réception des travaux.....	16
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	16
12.1.2 - Réception partielle.....	16
13 - Garantie des prestations.....	16
14 - Pénalités	16
14.1 - Pénalités de retard	16
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	17
14.3 - Autres pénalités spécifiques.....	17
15 - Assurances.....	18
16 - Résiliation du contrat.....	18
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	18
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18
17 - Règlement des litiges et langues	19
18 - Dérogations	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
PLANTATION DE HAIES - Le long des chemins ruraux du PNR Baie de Somme Picardie maritime

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des travaux à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- le montant du bon de commande ;

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 4 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réunions

L'ensemble des réunions nécessaires seront comprises dans le prix des prestations.

Les réunions attendues sont les suivantes :

- La réunion de lancement sur site au moment de la notification du marché avec les différents partenaires,
- Les réunions de chantier hebdomadaires pendant toute la durée des travaux,
- Les réunions liées aux opérations de réception des ouvrages (intégrant la levée de réserves)

1.6 - Obligation de discrétion

Le candidat qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution a reçu communication de renseignements, de documents ou d'objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire et à ses frais et risques sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 3 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale de l'accord-cadre, est fixé à 5 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	>10 mm	1 jour(s)
Gel	< -5° à 8h du matin	1 jour(s)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de :
La plus proche du lieu des travaux

4.2 - Délai maximum global d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées à compter de la date précisée par le bon de commande.

Travaux	Période de réalisation	Délais d'exécution dans la période
Plantation de haies sur 20 communes	Du 01 novembre 2025 au 30 mars 2026	4 mois

Si dans ce délai, le titulaire indique qu'il ne peut déferer à cette commande pour des raisons estimées valables par Le Maître d'ouvrage, la commande peut être passée à un autre entrepreneur.

4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire durant la période de préparation de chantier. Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Il est visé par le maître d'ouvrage puis notifié aux titulaires.

Au cours du chantier et avec l'accord du ou des titulaires concernés, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'acte d'engagement.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 06/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (EV3 (n) / EV3 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index EV3 « Index divers dans la construction - Travaux de création d'espaces verts - Base 2010 ».

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général douze jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 20003931100028

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Le cahier des charges techniques fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges techniques.

9.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

9.2.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

9.3 - Préparation et coordination des travaux

9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution de l'accord-cadre, d'une durée de 30 jours.

Par dérogation à l'article 28.1 CCAG-Travaux, la prolongation de la période de préparation ne prolonge pas le délai d'exécution de la même durée.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes par les soins du Titulaire :

- Établissement et présentation au visa du Maître d'Ouvrage, dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation, du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires éventuels, prévu à l'article 28.2. du CCAG-Travaux.
- Ce programme d'exécution fera ressortir, dans le calendrier d'exécution, les délais d'établissement et les dates de remise, et des documents de projet et d'exécution laissés à la charge de l'Entreprise ;
- Établissement et remise au Maître d'Ouvrage des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux ;

Cette période débute à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification de l'accord-cadre.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales et, particulièrement, des conditions relatives aux moyens de communication et de transport, de stockage des matériaux, aux disponibilités en main-d'œuvre, en eau, en énergie électrique et de toutes conditions physiques relatives au lieu des travaux, à la topographie et à la nature du terrain, aux caractéristiques des équipements, aux contraintes environnementales, aux contraintes réglementaires du site et à tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Le Titulaire reconnaît en outre avoir pris connaissance de la nature du sol et du sous-sol au vu des études disponibles et de celles qu'il aura effectuées en sus le cas échéant.

Les conséquences des erreurs et carences du Titulaire dans l'utilisation des renseignements mis à disposition ne pourront que demeurer à sa charge.

9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, n'est à prévoir pour cette opération.

Le titulaire communique directement au maître d'ouvrage :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3.3 - Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan sera soumis au visa du maître d'ouvrage.

9.3.4 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

9.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'ouvrage. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

9.5 - Installation et organisation du chantier

9.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les modalités d'installation de chantier sont précisées au CCTP.

L'installation de chantier et son repliement seront assurés par l'entrepreneur et ce entièrement à sa charge.

9.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

MAINTIEN DES ACCES RIVERAINS, ACCES AUX BOUCHES D'INCENDIE

Le minimum de gêne sera apporté, de jour comme de nuit, aussi bien à la circulation sur la voie publique qu'aux propriétés riveraines pour lesquelles des passages seront aménagés par les soins et aux frais de l'entrepreneur, tant pour les piétons que pour les véhicules légers et lourds.

L'accès aux bouches d'incendie, et d'une façon générale à tous les dispositifs de sécurité et de service sera constamment assuré (passage des ambulances, des véhicules pompiers, des bennes à ordures, etc...).

9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

9.6.3 - Maintien en état des voies, réseaux et bâtiments

L'entrepreneur sera responsable du maintien en bon état des voies, réseaux divers, et devra signaler suffisamment à temps aux sociétés concernées les permissions, arrêtés ou dérogations qu'il y aura lieu de solliciter des Pouvoirs Publics.

Il ne saurait se prévaloir à l'encontre de la responsabilité résultant du présent article, des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du marché, lesquels sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires pour ne compromettre à aucun moment la stabilité des ouvrages et des bâtiments existants au voisinage du chantier.

De plus, l'entrepreneur engagera totalement sa responsabilité en cas de désordres dégradations, dommages ou préjudices causés aux ouvrages publics ou privés existants ainsi qu'aux tiers. Il sera tenu responsable dans tous les cas, dès lors que les dommages auront trouvé leur origine dans l'exécution des travaux. Cette responsabilité s'étendra sur une période de 10 (dix) années suivant la réception des travaux.

Les déclarations d'intention de commencement de travaux seront formulées d'une manière générale auprès de tous les services publics concernés (Assainissement, Eau Potable, FRANCE TELECOM, EDF, GDF, Fibre Optique, etc...), sur l'initiative et à la charge de l'entrepreneur, à l'aide du formulaire type en application du décret 91-1147 du 14 octobre 1991.

Travaux à proximité des réseaux des Télécommunications

L'entrepreneur devra tenir compte de la réglementation contenue dans le Code des Postes et Télécommunications quant à la construction d'ouvrages et canalisations aux abords des installations de télécommunications.

C'est 20 (vingt) jours au moins, avant l'ouverture du chantier, que l'entrepreneur devra informer les services de France Télécom.

En cas de dommages causés accidentellement à un câble de télécommunication, même une simple perforation par outil pointu, l'entrepreneur préviendra immédiatement le service intéressé. La perforation sera aussitôt obturée par une toile adhésive, genre "chatterton" pour éviter une aggravation du dommage par pénétration d'humidité dans l'âme du câble, et de ce fait, une augmentation parfois importante des frais de réparation dont le remboursement sera réclamé dans tous les cas à l'entrepreneur responsable.

Si des troubles de toutes natures ou des avaries résultant des travaux du présent marché se révélaient ultérieurement sur les câbles souterrains de télécommunications, l'entrepreneur sera tenu de rembourser à l'Administration des Postes et Télécommunications, les dépenses nécessitées par les réparations de ces câbles (main d'œuvre, transport, etc.)

Travaux à proximité des lignes électriques souterraines

L'entrepreneur devra se soumettre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 février 1971 pris en application de la circulaire n° 70-21 du 21 décembre 1970 du Ministère du Développement Industriel et Scientifique qui fait obligation à toute personne physique ou morale qui se propose d'effectuer ou de faire effectuer des travaux à proximité de câbles ou lignes électriques d'en aviser le représentant local de la distribution d'énergie électrique, 10 (dix) jours francs au moins avant la date prévue des travaux à EDF

Travaux à proximité des conduites de distribution publique de gaz

L'entrepreneur devra se conformer aux dispositions réglementaires destinées à assurer la protection des ouvrages gaziers et, en particulier à l'article 29 du décret du 23 Janvier 1964 relatif au régime des transports de gaz par canalisations qui prévoit que des arrêtés préfectoraux fixeront les conditions dans lesquelles les transporteurs de gaz doivent être avisés en temps opportun des travaux exécutés au voisinage de leurs canalisations, et qui entre autres choses lui fait obligation en son article 1er, d'une déclaration d'intention de travaux dans un délai de 10 (dix) jours francs au moins avant la date prévue pour le début des travaux.

Travaux à proximité des conduites d'Assainissement et d'Eau Potable

L'entrepreneur devra s'adresser aux concessionnaires concernés selon les sites géographiques d'interventions.

9.6.4 - Connaissance des lieux et de tous les éléments se référant à l'exécution des travaux, vérification préalable

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des lieux d'implantation des ouvrages et de tous les éléments en relation avec l'exécution des travaux,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- avoir procédé à une visite détaillée des lieux du chantier et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et abords,
- avoir examiné toutes les indications des documents du dossier de consultation, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre.

Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescription d'ordre de service.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Insertion sociale

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

11 - Insertion par l'activité économique

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

11.1 Le principe

Dans le cadre de l'exécution des prestations et afin de promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les personnes concernées par cette action seront, en priorité :

- Des demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi)
- Des allocataires du Revenu de Solidarité Active
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeur d'emploi
- Les bénéficiaires des minimas sociaux (ASS, Al...)
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi
- Les personnes relevant des dispositifs de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail.

De plus, sur avis motivé, la structure accompagnatrice citée dans l'article 1.14 du règlement de consultation, validera l'éligibilité des publics concernés par cette action.

L'entreprise retenue s'engage à leur réserver obligatoirement un nombre d'heures de travail comme suit :

Libellé	Nombre d'heures à réaliser
PLANTATION DE HAIES - Le long des chemins ruraux du PNR Baie de Somme Picardie maritime	A déterminer avec le pouvoir adjudicateur et la mission local

Les heures pouvant être comptabilisées sont les suivantes :

- **Les heures de formations** réalisées en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de mission chez le titulaire) ou en période de professionnalisation.
- **Les congés payés**, pris dans le cadre des prestations du marché
- **Les jours fériés**, pris le cadre des prestations du marché
- **Les jours d'intempéries** (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise)
- **Les arrêts maladie**, pris dans le cadre des prestations du marché
- Les accidents de travail,
- **Les congés exceptionnels** (paternité...)

En cas d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modifications de mise en œuvre.

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion.

Les candidats doivent inclure dans leur proposition une clause additionnelle d'exécution relative à l'insertion professionnelle au moyen de l'annexe à l'acte d'engagement. Dans le cadre de son engagement, plusieurs formes de participation sont offertes aux candidats :

Ø Modalité n° 1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation)

Ø Modalité n° 2 : La mise à disposition de personnel

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une agence d'emploi (AE) dans le cadre de l'article L.1251-7 du Code du Travail, entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI).

Pour ces deux modalités, les personnes ciblées par la clause d'insertion devront être validées par la structure accompagnatrice citée ci-dessous ; l'éligibilité des publics devra être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

Ø Modalité n° 3 Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou EA

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion.

Les titulaires peuvent opter pour l'une ou l'autre de ces formules. Ils ont, en outre, la possibilité de présenter une ou plusieurs variantes respectant le principe de base. La forme d'insertion proposée pourra être modifiée en cours d'exécution du marché.

Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail. Pour cela, l'entreprise devra désigner un tuteur qui sera chargé d'assurer une fonction d'accompagnateur.

11.2. L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la Commune a mis en place une procédure d'assistante, gérée par :

Monsieur Damien DEHAME - Mission Locale Picardie Maritime
82, rue Saint Gilles - 80100 Abbeville
Tél : 03 22 20 14 14 |
damien.dehame@mlpm.org

Cette association a, entre autres, pour missions :

Durant l'appel d'offre :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de disposition d'insertion

Durant la durée du marché :

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
- De suivre l'application de la clause pour la Commune
- De faciliter les relations entre la Commune, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.
- De valider l'éligibilité du public en insertion avant la prise de poste.

11.3. Modalités d'exécution et de contrôle

Dispositions générales

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé.

A cet effet, la Mission Locale Picardie Maritime produira, à la demande du maître d'ouvrage ou de l'entreprise, les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 4-6.3 du présent CCAP. A la demande de la Mission Locale Picardie Maritime, le titulaire fournira dans les délais qui lui seront impartis (sous huitaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

En tout état de cause, le prestataire doit, sous huitaine, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, la Mission Locale Picardie Maritime étudiera avec le prestataire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues.

Dispositions applicables lorsque le titulaire du marché est amené à recourir à l'activité partielle ou au licenciement économique

Si le prestataire doit faire face à des mesures de licenciement économique, d'activité partielle, d'observation ou de redressement judiciaire dûment établies par production de justificatifs, celui-ci en

informe le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais. Il appartient à celui-ci de se rapprocher de la Mission Locale Picardie Maritime qui leur indiquera la démarche à suivre. La mise en œuvre de la clause d'insertion s'adaptera aux nouvelles circonstances de droit et de fait dans l'exécution du marché.

11.4. Respect des engagements et pénalités

Dans le cas où l'entreprise n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées. Ces pénalités sont prévues à l'article 14.3 du présent CCAP.

11.5. L'insertion à l'issue du marché

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur les chantiers."

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'ouvrage de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'ouvrage aura alors à charge de constater la réception.

12.1.2 - Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 350,00 €.

Le titulaire subira par jour calendaire de retard dans l'achèvement des études ou des travaux par rapport au délai contractuel, une pénalité journalière de 350 euros/jour calendaire les 15 premiers jours et 750 euros/jour calendaire après.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 150,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Nettoyage de chantier	Forfaitaire	120,00 €	Par constat, par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage, de la défaillance du nettoyage du chantier, en regard des clauses du CCTP
Non Respect arrêté temporaire	Forfaitaire	1 500,00 €	Outre les contraventions et procédures contraignantes susceptibles d'être dressées par le pouvoir de police de la circulation concernée, la pénalité sera appliquée pour chaque infraction aux dispositions prévues aux arrêtés temporaires pris pour l'exécution des travaux, et par heure où cette infraction aura été constatée.
Défaillance du barriérage, de la signalisation ou des clôtures de chantier	Forfaitaire	120,00 €	Appliquée par constat, par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage
Protection EPI	Forfaitaire	120,00 €	Le défaut de port de l'équipement et du gilet de sécurité sur le chantier tel que prévu au PGC sera sanctionné par infraction constatée
Absence à une inspection commune de chantier	Forfaitaire	250,00 €	Absence malgré la convocation

Absence aux réunions de chantier, réunion de coordination	Forfaitaire	250,00 €	Le titulaire, ainsi que tout cotraitant ou sous-traitant, convoqué à une réunion, est tenu d'y participer. Sauf en cas de force majeure dûment reconnue par le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS, toute absence sera sanctionnée par le versement d'une pénalité retenue
Retard dans la remise de document	Journalière	100,00 €	Retard dans la fourniture d'un document défini au marché
Retard dans la déclaration des sous-traitants	Journalière	300,00 €	
Retard dans la levée des réserves	Journalière	500,00 €	
Non-exécution des heures d'insertion	Par Heure	50 euros nets de toutes taxes par heure non réalisée	

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur renonce à la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou

raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Amiens est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 10.5 du CCAG - Travaux
- L'article 8.1 du CCAP déroge al.4 de l'article 12.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 41.6 du CCAG - Travaux